

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

du 20 FEV. 2018

mettant en demeure la société PRODAIR de respecter
des prescriptions relatives aux mesures de maîtrise des risques
de ses installations situées 72b quai Jacoutot à Strasbourg

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 1990 portant autorisation à la société PRODAIR d'exploiter une unité de production d'oxygène, d'azote et d'argon à Strasbourg, Port-aux-Pétroles, 72b quai Jacoutot ;
- VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2014 mettant en demeure la société PRODAIR à STRASBOURG de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 réglementant ses installations
- VU le rapport du 09 février 2018 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'il est apparu, lors de la visite d'inspection du 5 décembre 2017 des installations de la société PRODAIR à Strasbourg, que l'exploitant ne dispose pas d'un plan d'inspection conforme aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 4 octobre 2010 pour le réservoir de stockage d'oxygène : les mécanismes de dégradation potentiels du réservoir ne sont pas identifiés, la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement par rapport à ces mécanismes est incomplète et les critères permettant de statuer sur les suites à donner à ces contrôles ne sont pas déterminés ;

CONSIDÉRANT que les dispositions correspondantes de l'article 8 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ne sont donc pas respectées ;

CONSIDÉRANT que certains critères précisés dans le rapport de l'inspection du 19 janvier 2018 susvisé ne permettent pas d'exempter des prescriptions des articles 5 et 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 les équipements suivants : les massifs de réservoirs, la cuvette de rétention, les tuyauteries et leurs supports ;

CONSIDÉRANT l'interprétation erronée, mais de bonne foi, faite par l'exploitant, concluant à l'exemption de ses installations aux prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société PRODAIR, dont le siège social est 72B quai Jacoutot, Port-aux-Pétroles, 67000 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de six mois, les dispositions rappelées ci-dessous de l'article 8 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, sur son site de Strasbourg, 72B quai Jacoutot.

« Article 8 de l'arrêté du 4 octobre 2010 »

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;
- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées [...] »

Article 2 :

Le délai de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2014 mettant en demeure la société PRODAIR à STRASBOURG de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 est prolongé jusqu'au 31 août 2018.

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 4 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société PRODAIR, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le Maire de STRASBOURG, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Yves SEGUY

Délais et voies de recours

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).